

LE SYNDICAT D'ENTREPRISE HAUSSE LE TON

Forte tension à la SNVI

La base syndicale de l'UGTA est en ébullition. Après les cadres syndicaux de l'union locale de Rouiba qui sont montés au créneau, en dénonçant l'avant-projet de loi de retraite, c'est au tour du syndicat du groupe SNVI d'exprimer son opposition à ladite loi. Un projet de loi à «l'origine des départs à la retraite massifs de la main-d'œuvre spécialisée et de l'encadrement». Un sit-in de protestation a été prévu à cet effet pour hier 23 octobre.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Fort du soutien de ses 7 000 travailleurs, le syndicat du groupe SNVI a lancé un appel aux cadres syndicaux pour observer une «première action de protestation», en appelant à un sit-in de protestation pour hier dimanche 23 octobre dans la matinée devant la Direction générale de la SNVI.

Cette montée au créneau des représentants des travailleurs du groupe SNVI fait suite «à la situation préoccupante et sans précédent, que traverse actuellement le groupe SNVI». Une situation, qui a créé, lit-on dans une déclaration transmise hier à notre rédaction, «un climat de doute et d'incertitude auprès du collectif et semé un sentiment d'abandon et une volonté de porter atteinte à la pérennité des emplois et de l'outil de travail».

Selon la même source, «les syndicalistes des filiales et unités du centre, inquiets par l'arrêt des centres de production et de l'activité à tous les niveaux depuis plusieurs mois et ce malgré les mesures importantes décidées à l'endroit du groupe par les pouvoirs publics à travers les différents plans de développement et un plan d'urgence actuellement en cours de mise en œuvre, refusent de cautionner ce constat alarmant et décident ainsi de passer à l'action».

La nouvelle loi sur la retraite aggrave la crise

C'est dans cette optique, qu'une démonstration de force a été fixée pour le début de la semaine prochaine. Une démonstration de force qui aura pour principaux objectifs de dénoncer «la situation économique catastrophique et statique du groupe SNVI, le manque de communication qui met à chaque fois le partenaire social

devant le fait accompli, le manque de visibilité dans la concrétisation de projets de partenariat, l'opacité qui entoure l'élaboration des organigrammes fonctionnels et du projet de la nouvelle organisation du réseau commercial, la lenteur dans la réalisation des plans d'investissement au niveau du groupe, notamment les filiales de production, ou encore le non-respect des engagements relatifs au démarrage des travaux de construction de la nouvelle carrosserie».

Les syndicalistes du groupe SNVI poussent plus loin leur argumentaire sur la question, en déclarant que «cet état des lieux est aggravé par les conséquences ayant résulté de la décision des pouvoirs publics de réviser l'ordon-



Les travailleurs de la SNVI renouent avec la protesta.

nance 97-13 régissant la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge et d'imposer un code de travail inapproprié pour les travailleurs».

Pour les représentants des travailleurs, «l'élaboration précipitée de ces projets et le manque de concertation avec la base ont été à l'origine des départs à la retraite massifs, notamment la main-d'œuvre spécialisée et de l'encadrement, qui ne peut être remplacée du jour au lendemain».

Affolement chez les cadres et les travailleurs

La situation et le climat qui règne au sein du groupe SNVI sont qualifiés par les rédacteurs de la déclaration de véritable «affolement qui vient de toucher la majorité des cadres dirigeants des filiales et de la Direction générale du groupe». Ces derniers, selon la même source, «ont décidé de prendre leur retraite, ce qui s'apparente à un abandon de l'entreprise».

Face à cette situation qui risque d'engendrer des conséquences «très graves» pour le monde du travail, mais surtout pour le tissu industriel, le représentant des travailleurs du groupe SNVI lance un appel à la Direction nationale de l'UGTA, pour élargir le débat et la concertation afin d'éviter toute précipitation dans la gestion de cet épineux dossier». Pour cela, il demande à la Centrale syndicale de se prononcer «pour le maintien de la retraite sans condition d'âge après 32 années de cotisations et le maintien de la retraite proportionnelle avec un ajustement graduel de l'âge».

Dans le document en notre possession, les représentants des travailleurs ont lancé un appel aux travailleurs et travailleuses «pour demeurer vigilants, unis et mobilisés jusqu'à la satisfaction de nos revendications». Autrement dit, la démonstration de force prévue pour dimanche prochain est considérée comme un avertissement lancé à l'adresse de toutes les parties concernées.

A. B.

APRÈS CELLE DES 18 ET 19 OCTOBRE DERNIERS

L'Intersyndicale appelle à une autre grève et une marche le 1^{er} novembre

Après le succès, selon leurs dires, de la première grève observée les 18 et 19 octobre derniers, les syndicats autonomes remobilisent de nouveau leurs troupes pour une autre démonstration de force programmée pour les 24 et 25 du mois en cours.

Selon Nabil Ferguenis, responsable de communication de la fédération éducation du Snapap, affiliée à la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA), «cette nouvelle démonstration de force rentre dans le cadre du processus de protestation arrêté par les animateurs de la CGATA».

Selon la même source, «ce mouvement de protestation sera appuyé par une marche natio-

nale à laquelle appelle le Snapap, le 31 octobre, à Tizi Ouzou». En effet, réunie en fin de semaine passée pour évaluer la grève des 17 et 18 octobre derniers, l'Intersyndicale autonome (éducation, santé et Fonction publique) a réitéré ses principales revendications et sa détermination à aller au bout de sa revendication. Ainsi, dans un communiqué rendu public, les treize syndicats de la Fonction publique, réunis au siège du SNPSP, «ont affirmé le maintien de la plateforme de revendications concernant les dossiers de la retraite, du code du travail, et du pouvoir d'achat».

Le communiqué appelle «la base et les travailleurs» des secteurs de l'éducation, de la santé et de la Fonction publique, à «se mobiliser, renforcer leurs rangs et continuer la lutte pour obtenir leurs revendications et protéger leurs acquis».

Les syndicats autonomes de la Fonction

publique en appellent aux «politiques et aux représentants du peuple, d'assumer leur responsabilité en rejetant les projets de loi» en voie d'être présentés et «dont la finalité est d'instaurer le recul de l'Etat social au profit des forces libérales sauvages». C'est dans cette optique que le FFS a rendu public hier un communiqué dans lequel il a exprimé sa solidarité avec «les revendications légitimes des travailleurs», tout en déclarant que «les revendications avancées dépassent le caractère catégoriel et corporatiste pour prendre une dimension politique».

Pour le FFS, la «réponse aux questions économiques et sociales est avant tout d'ordre politique». «La question politique est au cœur de la problématique économique et sociale et trouve sa solution dans la reconstruction d'un consensus national».

A. Bettache

LE NUMÉRO VERT 1548

Un maillon fort dans le plan d'alerte des kidnappings des enfants

Opérationnel depuis 2004, le numéro vert de la police 1548 contribue à réduire la criminalité. Aujourd'hui, l'activation du plan d'alerte pour les affaires de kidnapping des enfants compte énormément sur ce numéro.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Le numéro vert 1548 contribue à lutter contre le crime. Notre souhait est de le voir utilisé pour résoudre les affaires de kidnapping des enfants», affirme le commissaire divisionnaire de la police à la DGSN, Amar Laroum.

La preuve poursuit-il, «il y a quelques jours, un appel via ce numéro a permis de déjouer une tentative de kidnapping d'un mineur à Tipasa et d'en intercepter l'auteur».

L'intervenant hier au forum d'El Moudjahid à Alger, Amar Laroum a fait part d'une étude en cours à la

DGSN pour «optimiser» l'utilisation du 1548 dans le plan d'alerte des affaires de kidnapping des enfants.

L'idée de la mise en place d'un numéro vert de la police remonte à l'apparition du téléphone mobile en Algérie. «C'est un moyen pour assurer la protection des citoyens et leurs biens», dit-il.

Chiffres à l'appui, le commissaire divisionnaire de la police à la DGSN assure que le nombre des appels reçus ne cesse d'augmenter d'année en année.

«En 2014, nous avons enregistré un nombre total de 1 957 896

appels. En 2015, nous avons atteint 1 964 513 appels et durant les neuf mois de l'année 2016, 1 442 234 appels», précise-t-il.

Des appels qui interviennent souvent pour demander une intervention, faire part d'infractions et d'accidents de la route, demander des renseignements, et solliciter divers services.

«Nos centres d'appels ont recensé 254 392 appels de demande d'intervention en 2014 contre 265 706 appels en 2015. Jusqu'à fin septembre 2016, 243 515 demandes d'intervention ont été enregistrées. Quant aux infractions d'accidents de la route, 56 835 appels ont été recensés en 2014, 64 806 appels en 2015, 34 660

appels en 2016», détaille-t-il.

L'invité du forum évoque également les appels divers que reçoivent les centres d'appels de la police. «Aujourd'hui, le citoyen a recours au numéro vert 1548 pour accélérer la réaction d'autres services pour la prise en charge de leur problème tels que les services des urgences médicales».

Il cite ainsi plusieurs exemples notamment le cas d'un groupe de harraga menacé de noyade, qui a eu l'idée de contacter la police via le 1548 afin que celle-ci intervienne et alerte les garde-côtes pour qu'ils soient secourus.

Le numéro vert de la police a été aussi d'un grand secours pour une candidate au baccalauréat

2016. «Restée bloquée le matin dans l'immeuble où elle habite à cause de la porte qui ne voulait pas s'ouvrir, cette élève de terminale a eu l'idée d'appeler le 1548. S'étant déplacés sur les lieux, les policiers l'ont délivrée avant de la raccompagner au centre d'examen», explique Amar Laroum.

Idem pour un malade hospitalisé qui, lui aussi, a eu recours au numéro vert 1548 pour bénéficier d'une intervention urgente du personnel médical. «Se sentant mal sur son lit d'hôpital, un malade n'a pas hésité à appeler le numéro vert. C'est ainsi que l'hôpital en question a été contacté et l'infirmière du service alertée à son tour», dit-il.

Ry. N.